



Cuba : Trump change de cap

Donald Trump s'en prend à l'une des initiatives les plus emblématiques de Barack Obama, entamé fin 2014 après plus d'un demi-siècle de tensions.

Lors d'un discours à Miami, en Floride, le président américain devait, selon un responsable américain, annoncer l'interdiction des transactions avec les entités contrôlées par l'armée cubaine, omniprésentes dans le secteur du tourisme, et une application plus stricte des restrictions sur les voyages vers l'île communiste.

Loin de ses promesses de campagne lorsqu'il promettait d'effacer d'un trait de plume les initiatives de son prédécesseur démocrate, Donald Trump devait opter pour des ajustements limités : le rétablissement des relations diplomatiques entre les deux ex-pays ennemis n'est aucunement remis en cause.

Il est difficile de mesurer à priori l'impact exact de la restriction des déplacements sur le secteur touristique cubain, en plein boom.

Près de 300.000 Américains se sont rendus sur l'île au cours des cinq premiers mois de 2017, soit un bond de 145% sur un an. En 2016, Cuba avait accueilli 284.937 visiteurs des États-Unis, 74% de plus qu'en 2015.

Sur le plan économique, Donald Trump devait annoncer l'interdiction de toute transaction financière avec le puissant Groupe d'administration d'entreprises (Gaesa, holding d'Etat contrôlé par les forces armées) ou ses filiales.

Les vols commerciaux et les croisières vers Cuba ne devraient cependant pas être affectés par cette annonce.

Fin 2016, les États-Unis s'étaient pour la première fois abstenus lors de l'adoption d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies réclamant la fin de l'embargo américain imposé à Cuba depuis 1962. Le texte avait été adopté par 191 voix et deux abstentions sur les 193 membres de l'Assemblée.

Sous des applaudissements nourris, l'ambassadrice américaine de l'époque Samantha Power avait fait valoir la « nouvelle approche » envers La Havane de l'administration Obama.

La levée de l'embargo est du ressort du Congrès des États-Unis, dont les deux chambres sont contrôlées par les républicains.

Ben Rhodes, ancien conseiller de Barack Obama ayant joué un rôle central dans la main tendue à La Havane, a vivement critiqué jeudi soir l'approche de la nouvelle administration.

Plus directe, l'organisation Engage Cuba a déploré que le 45e président des États-Unis ait choisi de ne pas écouter « la majorité de sa base républicaine, la majorité des Américains et la quasi-totalité des Cubains vivant dans leur pays ».

Romandie